



FONDATION
NICOLAS HULOT
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

Paris Climat 2015 / J-95 : Le thermomètre des engagements et des financements

L'analyse de la Fondation Nicolas Hulot au 28 août 2015

Principales mises à jour par rapport à la version de juillet 2015 :

- *Ajout de 5 contributions nationales*
- *Nouvelle partie : analyses sur les financements, notamment sur l'engagement des 100 Mds\$ en 2020 à la lumière des premiers INDC des pays du Sud*

Contacts Presse : Agence The Desk

Elodie Lenoir – 01 40 54 19 72 / e.lenoir@thedesk.fr

Stéphanie Kanoui – 06 11 66 00 50 / s.kanoui@thedesk.fr

Porte-Parole de la Fondation Nicolas Hulot :

Matthieu Orphelin – 06 37 36 83 41

SYNTHESE

EMISSIONS EN LEGERE HAUSSE EN 2030 POUR LES 56 PREMIERS PAYS

**10 MILLIARDS DE TONNES EQUIVALENT CO2 EN TROP EN 2030 :
IL FAUDRA PLUS D'AMBITION POUR SE METTRE SUR LA ROUTE DES
+2°**

FINANCEMENTS : LES 100 Md\$ EN 2020 SONT INDISPENSABLES

- 56 pays ont rendu leurs contributions nationales (INDC), représentant 58% des émissions de gaz à effet de serre (GES) mondiales en 2012.
- Onze pays en voie de développement ont rendu leurs contributions. Une partie ou la totalité des engagements est conditionnée à l'existence d'un mécanisme de solidarité. Si le respect des engagements des pays est conditionné à l'obtention de financements, on remarque que ces contributions sont compatibles avec la volonté affichée par la communauté internationale de lutter contre le réchauffement climatique. Ainsi, l'Éthiopie, le Kenya, la République Dominicaine et le Bénin limiteront leurs émissions à moins de 2 teCO₂ par habitant en 2030. Ces initiatives doivent inciter la France, l'Europe et plus généralement les pays de l'annexe 1 à adopter, dès les mois à venir, une trajectoire claire sur les financements climat.
- Malgré des engagements trop conservateurs, la Chine prend le tournant de la transition énergétique.
- Plusieurs pays parmi les grands émergents les plus émetteurs de GES (Brésil, Inde, Indonésie) rendront leur INDC dans les semaines à venir. Il est particulièrement important que leurs contributions soient ambitieuses.
- Les contributions actuelles sont d'ambitions diverses (de 1,1 teCO₂/habitant pour l'Éthiopie à 16 teCO₂/habitant pour l'Australie), décevantes pour certaines dont la Russie, le Canada, l'Australie et le Japon et plus satisfaisantes pour d'autres, mais insuffisantes pour nous mettre sur la route d'une limitation du réchauffement à + 2°C. Elles sont plus proches des scénarios conduisant à un réchauffement supérieur à 3°C (voir 4°C), avec des émissions estimées à environ 56 GteCO₂ en 2030. Nous allons vers une augmentation des émissions de GES d'environ 15 % entre 2010 et 2030 alors que nous devrions au minimum stabiliser nos émissions par rapport à aujourd'hui, voir les diminuer de 20%.

- La Fondation Nicolas Hulot appelle les pays du G20 (qui représentent les trois quarts des émissions mondiales) à revoir à la hausse l'ambition de leurs contributions afin de se remettre sur la route des 2°C. Un scénario vertueux, basé sur un effort supplémentaire (de 10 à 15 points) des principaux pays du G20, ramènerait ainsi les émissions autour de 46 GteCO₂ à l'horizon 2030 (dans la fourchette des scénarios compatibles avec 2°C). 1% d'effort en plus par an pour ces pays, est-ce si inaccessible ?
- Prendre des engagements n'est évidemment pas tout. Il faudra les vérifier et se donner les moyens de les mettre en œuvre, notamment en mettant en place une feuille de route vers une économie 2°C.
- Les pays de l'Annexe 1 doivent avancer rapidement sur la mobilisation des 100 milliards par an promis à partir de 2020 lors de la COP15 à Copenhague. Ces fonds -qui comprendraient les fonds publics mais aussi les fonds privés induits par les fonds publics- devront augmenter rapidement après 2020 pour permettre à l'ensemble des pays en développement de s'engager dans une économie bas carbone.
- Les premiers pays en développement ont conditionné leurs engagements à la réception des financements promis à Copenhague. 8 pays ont quantifié leurs besoins financiers. Selon les estimations de la FNH, sur la base de ces premiers pays, les 100 milliards couvriront un peu moins de la moitié des besoins d'investissements nécessaires ; le reste devra provenir d'investissements nationaux, d'investissements du secteur privé non comptés dans les 100 milliards ou provenant d'autres pays du Sud, comme la Chine. Ces fonds devront être alloués en priorité aux Pays les Moins Avancés et pour financer des projets permettant aux populations de s'adapter aux conséquences de la hausse des températures.
- Les 100 Mds\$ ne représentent que 0,2% du PIB des Pays de l'OCDE mais les investissements climat qu'ils rendront possibles représentent en moyenne 6 % du PIB actuel des 8 pays en développement qui ont chiffré leurs besoins. On mesure, à la lumière de ces chiffres, l'importance que cette promesse soit tenue ; c'est le prix de la solidarité et l'assurance d'un futur viable.
- La France, pays hôte de la COP21, doit maintenant montrer son exemplarité en concrétisant de nouvelles avancées sur la mobilisation des financements.

Table des matières

<u>L'ENGAGEMENT DES 100 MDS \$ EN 2020 A LA LUMIERE DES PREMIERS INDC DES PAYS DU SUD</u>	5
<u>ANALYSE DES CONTRIBUTIONS INDC DEPOSEES ET A VENIR</u>	7
CONTRIBUTIONS DEPOSEES DES PAYS DU NORD : DES AMBITIONS DIVERSES	7
MALGRE DES ENGAGEMENTS TROP CONSERVATEURS, LE GOUVERNEMENT CHINOIS S'ENGAGE DANS LA TRANSITION ENERGETIQUE	10
LES PREMIERS PAYS EN DEVELOPPEMENT CONDITIONNENT LEURS ENGAGEMENTS A LA SIGNATURE D'UN ACCORD AMBITIEUX	11
L'INDE, LE BRESIL ET L'INDONESIE : TROIS PAYS EMERGENTS CAPITAUX POUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD	13
<u>LES ENGAGEMENTS ACTUELS NE SONT PAS SUFFISANTS POUR ETRE EN PHASE AVEC L'OBJECTIF DE LIMITER LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE A +2°C</u>	16
QUE DEDUIRE DES TRAVAUX DU GIEC ?	16
LES PREMIERES ESTIMATIONS DE LA FONDATION NICOLAS HULOT	16
COMMENT SE REMETTRE SUR LA ROUTE DES 2°C ?	17

L'engagement des 100 Mds \$ en 2020 à la lumière des premiers INDC des pays du Sud

La concrétisation de la promesse des 100 Milliards \$/an en 2020, faite à Copenhague, est un prérequis pour arriver à un accord ambitieux et compatible avec une limitation de la hausse des températures à 2°C à Paris. Cet engagement devra bien évidemment se pérenniser dans le temps et augmenter de manière significative après 2020. **Une trajectoire claire sur la mobilisation de ces 100 Mds est une condition indispensable à la conclusion d'un accord : tous les pays du Sud ayant rendu des INDC¹** ont conditionné une partie ou la totalité de leur promesse de réduction des émissions de GES à l'accès à des fonds internationaux.

Sur les 11 pays en développement qui ont rendu leurs INDC, 8 ont chiffré assez précisément leurs besoins de financements pour atteindre leurs objectifs de réduction. De ces premières contributions et des premiers calculs réalisés par la FNH, on peut retenir les points suivants :

- D'une manière générale **les pays du Sud ont pris, à l'inverse de nombreux pays du Nord, des engagements de réduction des émissions compatibles avec l'objectif que les Etats se sont donnés à Copenhague de limiter la hausse des températures à +2°C.**
- Ces Etats évaluent en moyenne leurs besoins totaux d'investissement à 21 milliards de dollars par an soit environ 70\$ par habitant et par an. La fourchette est large ; d'un pays à l'autre, les besoins varient de 27 à 164 \$/habitant.
- Rapportée aux 2,6 milliards d'habitants des pays en voie de développement (PVD) et des pays les moins avancés (PMA) en 2020, l'enveloppe des 100 Mds\$ correspondrait à une aide moyenne par habitant d'un peu moins de 40 \$/hab.
- Sur la base de ces 8 premiers pays², et compte tenu par ailleurs des besoins pour financer l'adaptation³, on peut estimer qu'en 2020, **les 100 milliards couvriront un peu moins de la moitié des investissements nécessaires aux pays en voie de développement (PVD) et aux pays les moins avancés (PMA).** Compte tenu des possibilités d'investissement des pays concernés, les 100 Md\$ sont donc absolument nécessaires. **Le reste devra venir des investissements nationaux, d'investissements privés supplémentaires et de financements Sud-Sud.** Il est par conséquent particulièrement important que ne soient comptabilisés dans **les 100 milliards que les investissements publics et ceux induits par le public.**
- Les 100 milliards proviennent des pays de l'annexe 1. Après 2020, d'autres Etats qui ont aujourd'hui acquis une puissance financière suffisante -dont notamment la Chine- devront eux aussi, prendre aux parts aux investissements climat afin que les possibilités de financements soient multipliées pour les autres pays du sud.
- Ces 100 milliards ne représentent que 0,14 % du PIB mondial ou encore **0,2 % du**

¹ Ces contributions (INDC : Intended Nationally Determined Contributions) consistent, pour chaque pays, à présenter pour la période post-2020 les engagements de réduction des émissions de GES, et les plans d'actions nécessaires pour les atteindre. Leur périmètre, leurs dates ou scénarios de référence et leurs formats n'étant pas précisément définis, leur agrégation s'avérera délicate

² Qui compteront en 2020 309 millions d'habitants, soit 12% de la population des PVD et PMA.

³ Evaluer pour l'instant à 20% des investissements totaux nécessaires en 2020. Pour certains, c'est même jusqu'à la moitié des moyens financiers qu'il faudrait réserver à l'adaptation.

PIB des Pays de l'OCDE. Par contre, **les investissements climat qu'ils rendront possibles représenteront en moyenne 6% du PIB actuel des 8 pays en développement** (allant de 1% à plus de 20 % d'un pays à l'autre). **On mesure aussi, à la lumière de ces chiffres, l'importance que cette promesse soit tenue ; c'est le prix de la solidarité et l'assurance d'un futur vivable.**

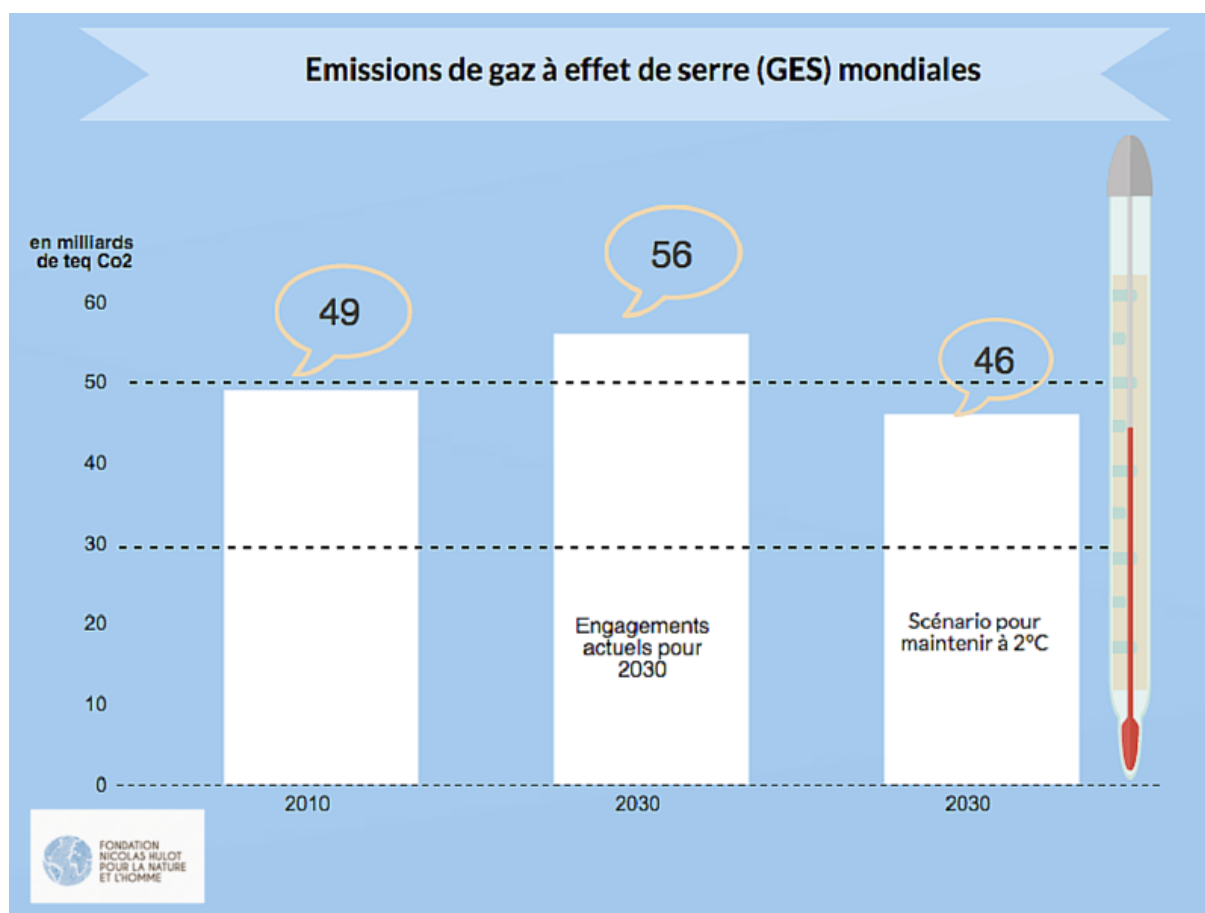
- Les 100 milliards devront être **fléchés en priorités vers les PMA** et plus généralement les pays qui ne sont pas capable de mobiliser des fonds par eux même. Notons que les financements climat actuels bénéficient plus aux grands émergents qu'aux PMA.
- Les INDC sont très différents les uns des autres et les demandes de financements ne couvrent pas les mêmes champs. Par exemple à l'exception du Kenya, du Bénin et de Djibouti **il faudra ajouter aux demandes actuelles les investissements nécessaires à l'adaptation non quantifiés par les autres pays.** Il est important qu'une part significative des 100 milliards, peut-être la moitié, soit réservée aux projets d'adaptation pour lesquels il est difficile de trouver des investisseurs privés.
- En moyenne, il faut investir 47 dollars pour réduire d'une tonne équivalent CO2 les émissions de GES dans les pays du sud. Ce prix varie de 12\$ à 204\$ selon les pays.
- Si 100 milliards est un bon début, il faudra que cette somme augmente rapidement après 2020 d'où la nécessité que **les contributions financières soient réévaluées régulièrement, par exemple tous les cinq ans.**

A l'avenir il faudra sortir du flou qu'a engendré la déclaration de Copenhague et prendre des engagements portant uniquement sur les financements publics en séparant clairement ceux destinés à l'adaptation de ceux alloués à l'atténuation.

A moins de 100 jours de la COP21, **il serait essentiel d'enfin enregistrer des avancées sur le sujet du financement** et de ne pas se limiter à des problématiques de comptabilisation ou de recyclage des montants déjà consacrés. Le fonds vert pour le climat, capitalisé à hauteur de 10 Md\$ pour les premières années, sera un outil essentiel. L'Allemagne a tracé la voie en annonçant notamment 2 Md€ d'efforts supplémentaires. La France, pays hôte de la COP21, doit maintenant montrer son exemplarité et annoncer sa contribution aux 100 Milliards. Celle ci ne pourra pas se résumer à une augmentation des prêts consentis par l'AFD. L'aide française devra faire une plus large place au don pour financer l'adaptation. Pour financer cet effort, la France peut notamment intensifier son action pour que les 11 pays qui travaillent à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières convergent enfin vers la mise en œuvre d'une taxe ambitieuse dès 2016. Celle ci pourrait lui rapporter plusieurs milliards. D'autres pistes ont été développées par le récent rapport d'Alain Grandjean et Pascal Canfin, dont la réduction des subventions aux énergies fossiles.

Analyse des contributions INDC déposées et à venir

Au 27 août 2015, 56 pays (dont les 28 de l'Union Européenne) ont déposé leurs contributions – qu'on appelle INDC – pour l'accord de Paris, représentant au total près de 58,4 % des émissions mondiales⁴. D'ici fin octobre, tous les pays devront avoir rendu leurs contributions, dont notamment l'Inde (5,9 % des émissions mondiales), l'Indonésie (4,1%), le Brésil (3,7%), ces trois pays ayant une responsabilité importante en vue d'aboutir à un accord à Paris.



Contributions déposées des pays du nord : des ambitions diverses

L'Union Européenne (8,5 % émissions mondiales, 8,1 teCO2/hab), **la Norvège** (0,1 %), **l'Islande** (0,01%) ainsi que **le Liechtenstein et Andorre** se sont engagés à faire au moins 40 % (36 % pour Andorre) de réduction d'émissions de GES d'ici 2030. **La Suisse (0,1 %)** s'est engagée pour sa part à une baisse de 50 % d'ici 2030 dont 30 % sur son sol et le reste en crédits carbone. Pour la Fondation Nicolas Hulot, ces engagements insufflent une dynamique positive aux négociations internationales. Néanmoins, ces pays **pourraient utilement améliorer leurs contributions** d'ici Paris, notamment en rehaussant leurs engagements à -50% et en doublant leurs financements climat

⁴ Source : WRI CAIT. Tous les pourcentages d'émissions comprennent l'ensemble des gaz à effet de serre et incluent les modifications d'usage des sols pour l'année 2012.

permettant une transition énergétique vers les pays du Sud. **La principauté de Monaco** s'est déjà engagée à une telle baisse de ses émissions de GES. **La Serbie** pourtant candidate à l'entrée dans l'UE, ne s'est, quant à elle, engagée que sur une baisse de 9,8% en 2030 par rapport à 1990. Cet effort paraît très modeste : il conduirait à des émissions de 9,6 teCO₂/habitant, près du double de celles du reste de l'Union européenne. Enfin, **la Macédoine** s'est engagée à une diminution située entre 30 et 36% de ses émissions de CO₂, représentant 80% de ses émissions totales, par rapport à un développement sans politique visant à réduire les émissions.

Les Etats-Unis (12 %, 18,3 teCO₂/hab) ont confirmé sans surprise leur engagement d'une baisse comprise entre 26 et 28 % en 2025 par rapport à 2005 (rappelons que l'objectif existant pour ce pays était de – 17 % en 2020). Pour arriver à l'objectif 2025, le gouvernement américain table sur un **doublé du rythme de réduction des émissions entre 2020 et 2025**, atteignant jusqu'à – 2,8 %/an sur ces 5 années. Autre point notable : une référence (sans engagement) à une baisse de 80 % des émissions à l'horizon 2050. Cependant, l'engagement pris par l'administration Obama n'est pas en adéquation avec l'ambition affichée par le président d'arriver à un accord à Paris permettant de limiter la hausse des températures à 2°C. Il faudra que les Américains revoient leur contribution à la hausse et qu'ils affichent des positions fermes sur les grands dossiers environnementaux comme le projet Keystone Pipeline, totalement incompatible avec une politique environnementale ambitieuse. Saluons, **la Californie** qui a montré la voie à l'Etat fédéral en s'engageant à diminuer de 40% ses émissions de GES en 2030 par rapport à 1990. Par ailleurs, l'engagement américain a eu un réel impact sur la préparation des INDC des autres pays de Nord, puisque le Japon, le Canada et l'Australie ont pris des engagements similaires mais sur une période plus longue. Un rehaussement de la contribution américaine enverrait un signal fort à ces pays qui ont tous pris des engagements insuffisants. Enfin, l'administration Obama souffle le chaud et le froid en matière de lutte contre le réchauffement climatique. En effet, d'un côté elle a présenté un programme ambitieux limitant les émissions de GES des centrales du pays début août, mais d'un autre côté elle autorisait quelques jours plus tard les forages au large de l'Alaska.

Le Canada (1,8%, 24,6 teCO₂/hab) a rendu **une contribution décevante** compte tenu du fait qu'il est l'un des plus gros pollueurs de la planète par habitant. Il s'est engagé sur **une baisse de 30% de ses émissions de GES en 2030 par rapport à 2005**. C'est d'autant plus décevant qu'au niveau local, certaines villes et provinces progressent sur la voie d'une transition énergétique. La ville de Vancouver s'est, par exemple, récemment engagée à fonctionner avec 100 % de ressources renouvelables, et l'Ontario devrait rejoindre le Québec et la Californie dans leur marché du carbone commun. La Fondation Nicolas Hulot appelle le Canada à rehausser son engagement pour s'approcher de celui pris par les Etats-Unis en réalisant cette même baisse dès 2025 ou mieux passer à -40% en 2030.

La Russie (4,8 %, 15,8 teCO₂/hab) s'est engagée sur une baisse des émissions de GES de -25 à -30 % en 2030 par rapport à 1990. **Cela correspond en fait à une stagnation par rapport à aujourd'hui sur les émissions totales et à une augmentation sur les émissions par habitant car la population russe décroît**. De plus, l'INDC russe repose presque uniquement sur une augmentation de son espace destiné aux forêts, or au vu de l'étude réalisée par le "World Resource Council" (WRC) qui a constaté une augmentation des feux de forêts en Russie ces dernières années, cette hausse paraît peu probable. En 2013, la Russie a perdu 4,3 millions d'hectares, soit le quart des pertes forestières mondiales.

Le Japon (2,5%, 9,5teCO₂/hab) a **annoncé une baisse de 26% de ses émissions de GES par rapport à 2013**. La contribution japonaise n'est pas du tout à la hauteur de ce qu'on était en droit d'attendre d'un des pays les plus riches de la planète. En effet, les engagements pris sont inférieurs à ceux pris par les européens et même à ceux des américains⁵ pourtant déjà insuffisants. Cette difficulté à diminuer ses émissions de GES s'explique en partie par le choix des Japonais de conserver en 2030 un mix électrique très carboné (56% de fossiles dont 26% de charbon, très émetteur). Rappelons que les émissions de GES du Japon ont augmenté entre 10 et 15% après l'accident de Fukushima à cause d'une hausse de la production d'électricité à partir d'énergies fossiles. Un argument mis en avant par le gouvernement japonais pour justifier 2013 comme année de référence mais qui est irrecevable car le Japon envisage de revenir à une part sensiblement identique du nucléaire dans son mix énergétique par rapport à ce qu'il représentait avant 2011. A noter que la nouvelle cible est inférieure à l'engagement japonais précédent (et non tenu) d'une diminution de 25% en 2020 de ses émissions par rapport à 1990. Il aurait fallu plus d'ambition de la part du septième pays le plus émetteur.

La Corée du Sud (1,4%, 13,5 teCO₂/hab), pays membre du G20, a rendu un INDC particulièrement décevant pour un pays aussi riche. **Elle s'est engagée à -37% par rapport à un scénario BAU** (alors qu'elle avait pris comme engagement volontaire -30% en 2020). Ambition très limitée pour un pays qui a un des taux d'émission de GES par habitant les plus élevés du monde. Un engagement aussi modeste laissera la Corée du Sud à des émissions par habitant supérieures à 10t en 2030, presque deux fois plus que ce qui devrait être fait si l'on suit les préconisations du GIEC.

L'Australie (1,4%, 29,7teCO₂/hab) a rendu une INDC très en deçà de ce que l'on pouvait attendre du plus gros émetteur de GES par habitant du G20. Elle s'est engagée à diminuer entre 26 et 28% ses émissions de GES en 2030 par rapport à 2005 et à ce que 23% de son mix électrique soit produit à partir d'énergies renouvelables. On est très loin des préconisations faites par la « climate change authority », qui proposait qu'une première baisse de 30% des émissions de GES soit réalisée dès 2025 puis une seconde sur la période 2025 – 2030 afin d'atteindre entre 40 et 60% d'émissions en moins en 2030. Cette contribution décevante n'est pas une surprise tant le premier ministre australien tenait un discours hostile à tout plan climatique ambitieux, se prononçant notamment en faveur du développement de mines de charbons dans son pays.

Singapour (0,12%, 10,6teCO₂/hab) a rendu comme la Chine un INDC basé sur la baisse de son intensité carbone, et **s'est engagée à la diminuer de 36% par rapport à 2005**. Par ailleurs, le gouvernement singapourien s'est engagé à atteindre un pic d'émissions en 2030 et à stabiliser ses émissions par la suite. Cet engagement est très insuffisant étant donné la richesse du pays. Il a les moyens de mettre en place des politiques publiques pour atteindre un pic d'émissions en amont, et il est nécessaire qu'une fois ce dernier atteint, les émissions diminuent rapidement. Si, cette île ne représente qu'une part limitée des émissions mondiales de GES, son influence en Asie du Sud, du fait de sa place privilégiée dans le commerce international, impose au gouvernement un devoir d'exemplarité.

La Nouvelle-Zélande (0,12% 13,1teCO₂/hab) s'est engagée à **baisser ses émissions de GES de 30% par rapport à 2005**. Pour un pays développé, l'engagement est un peu

⁵ En effet, on remarque que sur la période 2012 – 2030, la baisse relative des émissions de GES entre Européens et Japonais est identique (autour de -25%), mais si on rapporte l'engagement japonais à 1990, les Japonais n'auront diminué en 2030 que de 17% leurs émissions, soit 33 points de moins que l'Union Européenne. Les Américains auront eux diminués de 17% leurs émissions de GES par rapport à 1990 dès 2025 mais ne se sont engagés pour le moment à rien pour 2030.

limité mais la Nouvelle-Zélande continue à diminuer ses émissions par habitant qui vont passer de 22,6teCO₂ en 1990 à 8 en 2030. En adoptant l'objectif d'une baisse de 50% de ses émissions, la Nouvelle-Zélande pourrait passer sous les 6teCO₂ par habitant en 2030.

G7 : Les déclarations d'intentions positives seront-elles suivies des faits ?

La Fondation Nicolas Hulot salue le fait que le climat devienne un sujet récurrent dans toutes les instances de gouvernance comme le G7 ou le G20. La déclaration du G7 qui s'est tenu en Allemagne les 7 et 8 juin, fait référence à la « décarbonisation de l'économie au cours de ce siècle ». Les pays membres se sont par ailleurs déclarés « attachés à l'élimination des subventions aux combustibles fossiles inefficaces ». Ces deux éléments sont indispensables mais le plan d'action pour y arriver n'est pas encore défini.

Les pays du G7 se sont également fixé l'objectif ambitieux d'atteindre « le haut de la fourchette » préconisée par le GIEC (entre 40 et 70% des émissions de GES en 2050 par rapport à 2010). Malheureusement, **les INDC actuellement mis sur la table ne sont pas en adéquation avec cet objectif**. En effet, avec cette déclaration le G7 se donne l'objectif d'être autour de 15 GteCO₂ en 2050 alors que les engagements pris actuellement nous mènent vers 56 GteCO₂ en 2030. Il est nécessaire que les pays du G7 montrent l'exemple dès maintenant et passent enfin des paroles aux actes.

Malgré des engagements trop conservateurs, le gouvernement Chinois s'engage dans la transition énergétique

La Chine (22% 7,7 teCO₂/hab) est le plus gros émetteur de GES de la planète. Elle a pris quatre engagements principaux :

- Un pic d'émissions au plus tard en 2030 ;
- 20% d'énergies renouvelables ou de nucléaire dans son mix énergétique, contre 11,2 % en 2014 ;
- Augmenter le volume des forêts de 4,5 milliards de m³ par rapport à 2005 ;
- Diviser l'intensité carbone de son économie par 3 par rapport à 2005 (soit entre - 60 et 65%)⁶.

Ces engagements vont dans le bon sens car depuis 1990 la Chine avait multiplié par 4 ses émissions par personne. S'ils ne sont pas révolutionnaires, la Chine entérine néanmoins le tournant de son économie vers une économie bas carbone, et envoie un signal fort aux autres grands émetteurs du G20 qui doivent renforcer leurs engagements. Sur la base des éléments ci-dessus, la FNH estime que **la Chine devrait ainsi émettre en 2030 entre 13,6 et 15,5 milliards de tonnes équivalent CO₂**⁷.

Néanmoins, la Chine a les capacités d'aller plus vite, comme en attestent ses investissements dans les énergies renouvelables et notamment l'éolien dont elle est depuis 2009 le premier producteur mondial. **Ainsi après avoir atteint, avec dix ans d'avance, son objectif 2020 d'avoir une puissance installée de 30 GW sur son sol, elle l'a élevée à 150 GW** (95 GW éolien terrestre déjà installé en 2014), soit l'équivalent de la puissance installée mondiale actuelle (157 GW). De même, ses investissements dans le charbon diminuent rapidement. La Chine aurait pu viser une baisse de 75% de son intensité carbone et un pic d'émissions dès 2025 suivie d'une baisse rapide de ses

⁶ En 2014, l'intensité carbone est déjà en baisse de - 33,8 % par rapport à 2005.

⁷ Calculs FNH basés sur une croissance de 6% sur la période 2015/2020 et de 5% sur 2021/2030.

émissions.

Ainsi, au vu de la grande capacité d'action que la Chine a su démontrer, on peut déplorer le fait qu'elle soit restée sur des annonces assez conservatrices. En effet, il y a de bonnes chances pour que la Chine, comme elle l'a fait sur ses précédents engagements, notamment sur l'éolien, atteigne ses objectifs plus tôt. Il est d'ailleurs étonnant que la Chine se soit engagée sur un taux de décarbonisation aussi faible, alors que tous les indicateurs laissent prévoir qu'elle ira plus vite. En outre, les autres engagements présents dans l'INDC chinoise ne sont pas en adéquation avec un taux aussi bas (notamment l'engagement sur les énergies non fossiles). En se donnant pour objectif une diminution plus rapide de son intensité carbone (en visant -75% en 2030), **elle aurait ainsi pu s'engager sur un pic d'émissions autour de 2025 qui conduirait à les limiter à 10,5 milliards teCO2 en 2030 (cf tableau ci-dessous)**. Enfin, on ne peut que regretter que la Chine n'ait pas pris d'engagement de réduction chiffrée, car en cas de croissance forte, les émissions de GES chinoises pourraient continuer à augmenter fortement. La Chine aurait pu prendre un vrai « leadership mondial » sur les questions climatiques et ainsi mettre une pression positive sur les pays occidentaux.

Estimations des émissions de GES de la Chine en 2020 et 2030 selon plusieurs scénarios

Année	Scénario INDC		Scénario 2°C
	Emissions de GES (en GteCO2) (scénario 1)	Emissions de GES (en GteCO2) (scénario 2)	Emissions de GES (en GteCO2) (scénario 3)
2005*	7	7	7
2012*	10,7	10,7	10,7
2020	14,3	13,1	11,2
2030	15,5	13,6	10,5

Tableau 1.

Pour chacun des scénarios le taux de croissance retenu est de 6% pour la période 2015 / 2020 et de 5% pour la période 2021 / 2030

Scénario 1 : diminution de l'intensité carbone de 40% en 2020 par rapport à 2005 et de 60% en 2030

Scénario 2 : diminution de l'intensité carbone de 45% en 2020 par rapport à 2005 et de 65% en 2030

Scénario 3 : diminution de l'intensité carbone de 45% en 2020 par rapport à 2005 et de 75% en 2030

* Source : WRI

Les premiers pays en développement conditionnent leurs engagements à la signature d'un accord ambitieux

Le Mexique (1,5 %, 6,2 teCO2/hab) est le premier pays en développement à avoir publié sa contribution dans laquelle il s'engage à une diminution de 22% de ses GES en 2030 (-25 % avec noir de charbon⁸) par rapport à 2013 et avec un pic d'émissions en 2026. Point intéressant de la contribution mexicaine : le pays **pourrait relever son engagement à -36 %** (-40 % avec noir de charbon) s'il bénéficiait d'aides financières, de transfert de technologies et qu'un prix était plus largement donné au carbone.

Le Gabon (0,01 %, 4,3 teCO2/hab) a été le premier pays africain à rendre sa contribution et il s'est engagé sur une **diminution de 50 % de ses émissions de GES par rapport à un scénario de développement non maîtrisé en 2025**. Comme dans la contribution mexicaine, le Gabon précise qu'il pourrait prolonger ses efforts si un engagement ambitieux était pris lors de la COP21. Il ambitionne d'avoir une électricité produite à 80 %

⁸ Le noir de charbon est un aérosol à fort pouvoir de réchauffement, il appartient aux « agents de forçage du climat à courte durée de vie ». Il ne fait donc pas partie des sept gaz à effet de serre traditionnellement pris en compte par les INDC (CO2 ; CH4, N2O, HFCs, PFCs, SF6, NF3)

par l'hydroélectricité (46 % en 2010).

Le Maroc (0,15 %, 2,2 teCO₂/hab) s'engage sur une baisse de 13 % en 2030 par rapport à un scénario sans mise en place de politiques publiques spécifiques. Cet **effort serait porté à -32 % dans le cas d'un soutien financier international**. Cet objectif conditionnel correspond à une augmentation des émissions de GES limitée à +24% alors que sans un développement contrôlé les émissions de GES devraient augmenter de près de 82%. Cet un effort particulièrement ambitieux puisqu'il **permet de maintenir le Maroc en dessous des 3 teCO₂/hab**. De plus, le Maroc s'engage à ce que 42% de son mix électrique soit produit à partir d'énergies renouvelables dès 2020 et qu'il atteigne au moins 50% en 2030. Pour atteindre son objectif le Maroc estime son besoin de financement supplémentaire à 2,3 Md\$/an⁹.

L'Ethiopie (0,3%, 1,6 teCO₂/hab), qui a rendu une contribution particulièrement ambitieuse, s'affirme comme un des leaders mondiaux de la lutte contre les changements climatiques. Elle s'engage sur une diminution de ses émissions de 64% par rapport à un scénario non maîtrisé en 2030. Cela revient à une stabilisation de ses émissions de GES par rapport à aujourd'hui alors même que sa population va augmenter de 50% et que l'Ethiopie ambitionne d'entrer dans le groupe des pays à revenus intermédiaires d'ici 2030. **Cet engagement atteste bien que le développement économique d'un pays n'est pas forcément conditionné à une hausse importante des émissions de GES. Si ces engagements sont tenus, un éthiopien émettra en moyenne en 2030 1,1¹⁰ tonne par personne soit 15 fois moins qu'un canadien**. Par ailleurs, le pays annonce vouloir s'affranchir de la dépendance aux énergies fossiles, qu'elle affirme avoir cessé de subventionner. Enfin, l'Ethiopie estime à 150 mds\$ sur 15 ans¹¹ les investissements nécessaires pour atteindre ses ambitions sans préciser à ce stade la répartition entre financements publics de l'Etat éthiopien, financement privé et aide internationale.

La République des Iles Marshall est le premier pays insulaire à rendre son INDC. Ces pays ont une place à part dans les négociations internationales car malgré la part négligeable qu'ils représentent dans les émissions mondiales, leur existence est menacée par la montée des eaux. En s'engageant à diminuer ses émissions de GES de 32% en 2025 puis de 45% en 2030 par rapport à 2010, ce petit pays prend le tournant de la transition énergétique. De plus, en ajoutant qu'ils ambitionnent d'avoir des émissions de GES nettes nulles en 2050, les Iles Marshall montrent que si un des Etats avec le moins de moyens financiers au monde peut y arriver, les pays les plus riches devraient pouvoir atteindre un résultat similaire.

Le Kenya (0,15%, 1,6 teCO₂/hab) à l'instar des autres pays en voie développement à rendu une contribution ambitieuse, en s'engageant à diminuer de 30% ses émissions de GES par rapport à un développement BAU. Alors que la population augmentera de plus de 50% d'ici 2030, le **Kenya devrait maintenir ses émissions par personne à un même niveau qu'en 2012** tout en continuant son développement économique. Le Kenya estime à 40 milliards de dollars d'ici 2030 ses besoins financiers pour mettre en place son programme concernant l'adaptation et l'atténuation (soit environ 50\$ par an et par habitant).

La République Dominicaine (0,07%, 3 teCO₂/hab) s'est engagée sur une baisse de ses émissions de GES de 25% par rapport à 2010 conditionnée à la réception de financements climats. Elle estime ses besoins de financements pour mettre en place son

⁹ Soit entre 60 et 70 \$/habitant.an.

¹⁰ Ce chiffre intègre les puits de carbone forêt, importants dans le scénario présenté.

¹¹ Soit entre 70 et 100 \$/habitant.an.

programme de réduction de GES à 20 milliards de dollars sur la période 2010 et 2030, cumulant investissements nationaux et internationaux (soit environ 90\$/an et par habitant).

La République Démocratique du Congo (0,42%, 3,1 teCO₂/hab) a pris l'engagement de diminuer ses émissions de GES de 17% par rapport à développement sans politique publique spécifique. Le fait que ce pays rende une INDC est à saluer tout particulièrement car en 2014 il était le pays qui possédait l'indicateur de développement humain (IDH) le plus bas du monde. Cette contribution atteste bien que les politiques climatiques et de développement peuvent être compatibles puisque dans la même période le pays annonce vouloir entrer dans la catégorie des pays émergents et cela dès 2030. Pour lutter contre le réchauffement, le pays estime ses besoins d'investissement internationaux à 21 milliards de dollars d'ici 2030 (soit environ 27\$/an et par habitant).

Djibouti (0,01%, 3 teCO₂/hab), s'est engagé sans condition de financements supplémentaires à une baisse de 40% de ses émissions de GES par rapport à un BAU. Cet engagement pourrait être rehaussé à -60% en cas de mise en place de financements spécifiques. Le gouvernement djiboutien estime à 1,6 milliard de dollars ses besoins en investissements internationaux supplémentaires d'ici 2030. Par ailleurs, en termes d'adaptation le gouvernement djiboutien a estimé ses besoins de financements à 833 millions de dollars en cas de hausse des températures de 2°C et à 1 333 millions de dollars en cas de hausse de 4°C.

Le Bénin (0,05%, 2,2 teCO₂/hab) s'est engagé sur une baisse de ses émissions cumulées de 120 millions de teCO₂ sur la période 2020-2030 par rapport à un scénario BAU ; dont 115 millions réalisés dans le secteur des changements des sols et des forêts. Pour réaliser cet engagement le gouvernement béninois aura besoin de 30 milliards de dollars d'investissement (soit 163 dollars/an et par habitant) dont 28 viendraient de fonds internationaux.

Trinidad-et-Tobago (0,08% 30,2 teCO₂/hab) a pris deux engagements différents : un premier portant sur une réduction des ses émissions de CO₂ du secteur des transports de 30% en 2030 par rapport à 2013. Un second, conditionné à des financements, d'une baisse de 15% des émissions de CO₂ par rapport à un BAU. Le fait que son économie soit fortement dépendante de la production d'hydrocarbures, et notamment du gaz, explique que les émissions de GES des Trinidiens ramenées au nombre d'habitant soient parmi les plus hautes du monde. Un choix de développement basé sur cette stratégie d'exportation des énergies fossiles est incompatible avec une limitation de la hausse des températures à +2°C. Par ailleurs les efforts consentis par le gouvernement sont très limités puisqu'un trinidien émettra 35 fois plus de tonnes équivalents CO₂ en 2030 (67 teCO₂) qu'un dominicain, seule autre île de la région Caraïbe à avoir rendu son INDC.

Ces contributions ambitieuses des onze premiers pays en développement à s'engager doivent inciter la France, l'Europe et plus généralement les pays de l'annexe 1 à adopter, dès les mois à venir, des positions plus volontaristes que leurs premiers engagements sur la table et à tenir leurs engagements financiers.

L'Inde, le Brésil et l'Indonésie : trois pays émergents capitaux pour la conclusion d'un accord

Les contributions indienne, indonésienne et brésilienne sont également attendues dans les prochaines semaines et seront particulièrement scrutées. En effet, ces trois pays

représenteront en 2030 près d'un quart de la population mondiale. Ils émettent déjà, à eux trois, 14% des émissions mondiales (plus que les Etats-Unis). Ces pays ont bien compris l'importance qu'ils jouent sur les questions climatiques et ils n'hésitent pas à imposer leur vision quitte à bloquer les négociations internationales. Il est particulièrement important que ces trois pays s'engagent dans une transition énergétique puisqu'une grande partie de leurs populations respectives sera amenée à sortir de l'extrême pauvreté (ce qui est bien évidemment une très bonne nouvelle). Néanmoins il est important de garder à l'esprit que :

- En Inde (5,9 % des émissions mondiales), **un habitant n'émet en moyenne que 2,3 teCO₂ par an, soit 5 fois moins qu'un européen et 10 fois moins qu'un américain.** Il sera donc intéressant d'analyser l'INDC indienne davantage selon la part que l'Inde va octroyer à la maîtrise de l'énergie et aux énergies renouvelables dans son mix énergétique que sur son simple engagement de réduction d'émissions de GES (il y a d'ailleurs peu de chance que l'Inde s'engage sur une diminution chiffrée). L'annonce début 2015 par le Premier ministre indien de l'ambition d'atteindre une puissance installée d'origine solaire de 100 GW d'ici à 2022, est un premier élément positif. Par ailleurs, on peut espérer qu'à l'image de la Chine, l'Inde définisse son pic d'émissions¹² le plus rapidement possible. Le 1,4 milliard d'indiens devrait émettre environ 5 GteCO₂ en 2030, ce qui les amènerait à être le second plus gros émetteur derrière la Chine et juste devant les Etats-Unis. Dans ce scénario, chaque indien émettrait en moyenne 3,4 teCO₂/hab en 2030, niveau compatible avec le +2°C¹³. Il serait donc idéal que l'Inde commence à inverser sa courbe des émissions de GES à partir de cette date. D'après les premières indications données par le gouvernement, l'Inde pourrait s'engager à diminuer l'intensité carbone de son économie de 40% en 2030 par rapport à 2005.
- **L'Indonésie** (4,1%, 8 teCO₂/hab) est le 6^e plus gros émetteur de GES de la planète devant des pays comme le Japon ou le Brésil. Ce pays émergent, assez méconnu en France, connaît une croissance importante et une forte hausse de sa population (+ 19 % en 2030). Ces deux éléments en font un acteur clé des négociations internationales sur le climat. **Ce pays s'était déjà engagé en 2009 à baisser de 26% ses émissions de GES en 2020 (par rapport à un scénario BAU¹⁴) et à rehausser son engagement à -41% en cas de financement suffisant.** Comme pour le Brésil, l'enjeu de la protection des forêts est un sujet important puisque l'Indonésie est l'un des pays qui a le plus déforesté ces dernières années. **Les émissions liées au changement d'affectation des sols et à la déforestation représentent, ainsi, presque les deux tiers de ses émissions totales.** Une bonne contribution indonésienne porterait donc des mesures fortes sur la protection des forêts et une baisse d'au moins 60% par rapport au scénario BAU en 2030 (ce qui équivaut à une stagnation de ses émissions par rapport à aujourd'hui). Outre la protection des forêts, l'Indonésie doit mettre en place des politiques publiques lui permettant de se désinvestir du charbon qui représente aujourd'hui 68%¹⁵ de la production d'énergie pour se tourner vers les énergies renouvelables encore sous exploitées. En février 2014, le gouvernement indonésien est allé dans ce sens : lors de la mise à jour de sa « National Energy Policy », il a adopté l'objectif de faire passer les énergies renouvelables à 23% de son mix énergétique en 2025.

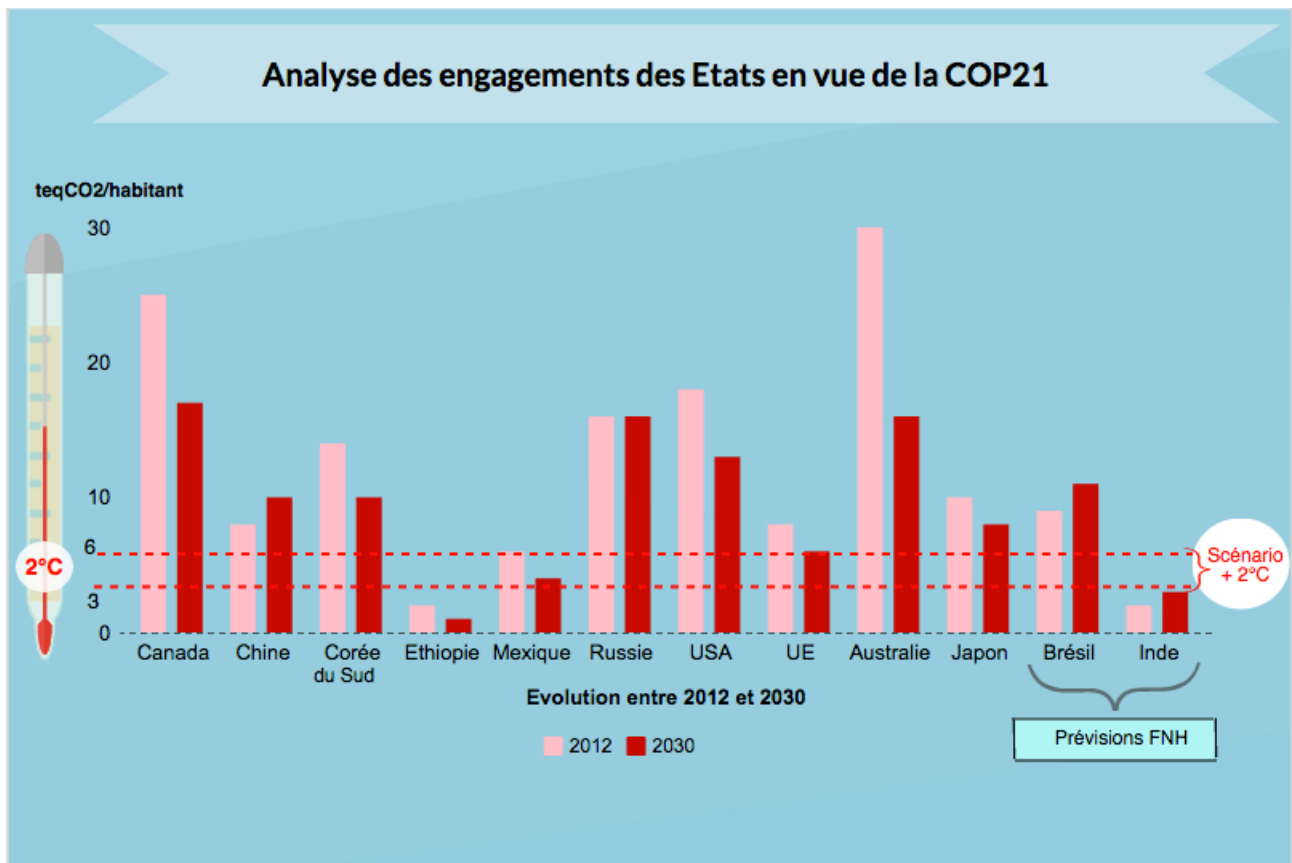
¹² Le pic d'émissions marque la date à partir de laquelle les émissions de GES d'un pays arrêteront d'augmenter et commenceront à décroître.

¹³ Voir partie 2 de cette note.

¹⁴ Pour Business as usual, c'est à dire un scénario de continuité par rapport aux politiques actuelles

¹⁵ Calculs réalisés à partir des données de l'AIE pour l'année 2012.

- Le Brésil** (3,8% 9,2 teCO₂/hab) est un pays particulier puisque les énergies renouvelables sont au cœur de la stratégie énergétique brésilienne depuis longtemps. Ainsi, 82%¹⁶ de la production électrique brésilienne provient d'énergies renouvelables (surtout hydraulique) et les agrocarburants réalisés à partir de l'alcool de canne à sucre sont très développés. Cependant, les bénéfices pour l'environnement liés aux choix des politiques énergétiques brésiennes sont à relativiser, puisque la construction de barrages ou la déforestation permettant la plantation de canne à sucre a fait augmenter sensiblement les émissions de GES brésiennes. Ainsi, celles dues au changement d'affectation des sols, à la déforestation et à l'agriculture représentent plus des deux tiers des émissions du pays. **Pour 2020, le Brésil a pris un engagement de réduction situé entre 36 et 38% par rapport à un scénario BAU soit une hausse des émissions en moyenne d'environ 4,2% par an sur la période 2011 - 2020.** Si la présidente, Dilma Roussef au côté de Barack Obama a récemment appelé à un « accord mondial ambitieux pour le climat », elle n'a pas encore rendu son INDC qui devra être bien supérieure à l'engagement pris pour 2020 pour respecter les préconisations du GIEC.



¹⁶ Calculs réalisés à partir des données de l'AIE pour l'année 2012

Les engagements actuels ne sont pas suffisants pour être en phase avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique à +2°C

Que déduire des travaux du GIEC ?¹⁷.

- Pour réussir à limiter la hausse des températures à 2°C¹⁸ (scénarios RCP2.6), il faut réduire les émissions mondiales entre 40 et 70 % en 2050 par rapport à 2010.
- Les scénarios qui permettraient de respecter cet objectif passent en 2030 par des émissions mondiales de GES comprises entre 30 et 50 GteCO₂/an¹⁹, avec une valeur moyenne de 40 GteCO₂/an, soit autour de -20% d'émissions à cet horizon. Pour mémoire, les émissions 2010 étaient de 49 GteCO₂/an.
- Dans ces scénarios, avec 8,4 milliards d'humains en 2030, chaque individu devra émettre au maximum entre 3,6 et 5,9 tonnes équivalent CO₂ par an (valeur moyenne 4,8 teCO₂/hab) à cette date.

	2010	2030	2050
Emissions (GteCO₂/an)	49	40 [entre 30 et 50]	20 [entre 15 et 30]
Population mondiale (milliards habitants)	6,9	8,4	9,6
Emissions / personne (teCO₂/habitant)	7,1	4,8 [entre 3,6 et 5,9]	2 [entre 1,5 et 3,1]

Tableau 2.

Source : calculs FNH d'après données GIEC

- A contrario, les scénarios pour lesquels on n'arrive pas à faire mieux que stabiliser les émissions mondiales en 2030 (par rapport à 2010) conduisent à un réchauffement global entre 3 et 4°C.

Les premières estimations de la Fondation Nicolas Hulot²⁰

- Les engagements des **56 premiers pays** correspondent à une légère augmentation **du total de leurs émissions à l'horizon 2030**. Pour ces pays cela amène à des émissions d'environ 9,1 teCO₂/habitant.
- **Cet effort n'est pas suffisant pour permettre une baisse des émissions mondiales autour de -20 % à l'horizon 2030**, valeur moyenne permettant d'envisager des scénarios limitant le réchauffement à + 2°C. En effet, de nombreux pays n'ayant pas déposé leur INDC continueront d'augmenter leurs émissions jusqu'à 2030 (cas de nombreux pays en développement, mais aussi du Brésil ou de l'Inde), ou sont des pays industrialisés moins « volontaristes ».
- Sur la base actuelle, **d'après les prévisions de la FNH, le monde devrait**

¹⁷ Voir rapport IPCC /wg3 / ar5

¹⁸ Ou, plus précisément, pour avoir 2 chances sur 3 d'y arriver.

¹⁹ GteCO₂ : Giga (milliard) de tonnes équivalent CO₂.

²⁰ A prendre avec précaution compte tenu de la complexité à comparer et à additionner les INDC.

connaître une augmentation d'environ 15% des émissions de GES d'ici 2030 (voir tableau 4) et donc plus proche des scénarios RCP4.6 voir RCP6 du GIEC, qui conduisent à un réchauffement supérieur à 3°C voir 4°C. Ces estimations convergent avec celles réalisées par d'autres institutions comme les travaux de l'équipe de Nicholas Stern²¹ ou ceux du Grantham Research²².

	Population (en millions d'habitants)		Total des émissions de GES (en millions de teqCO ₂)		Emissions de GES par habitant (en millions de teqCO ₂)	
	2012**	2030**	2012***	2030*	2012*	2030*
Canada	35	41	856	693	24,6	17,1
Ethiopie	92	138	144	145	1,6	1,1
Gabon	2	2	7	7	4,3	2,7
Mexique	121	144	749	584	6,2	4,1
Maroc	33	39	73	148	2,2	3,8
Norvège	5	6	24	21	4,8	3,7
Russie	143	134	2254	2083	15,7	15,6
Suisse	8	9	48	36	6,0	3,8
Corée du Sud	49	52	661	536	13,5	10,3
Japon	127	121	1207	930	9,5	7,7
Chine	1 385	1 462	10684	14575	7,7	9,3
Etats-Unis	318	363	5823	4795	18,3	13,2
Kenya	43	66	70	100	1,6	1,5
UE	511	521	4123	3100	8,1	5,9
Total	2871	3098	26723	27753	9,3	9,0

Tableau 3.

* Calculs FNH d'après INDC (pour les pays dont les dates d'engagement sont distinctes de 2030 ou pour lesquels les engagements sont donnés par rapport à un scénario de référence nous avons fait le choix dans ce tableau de conserver le même niveau d'émissions que leur année d'engagement, mais d'autres hypothèses ont été testées. Quand les engagements des pays sont constitués d'une fourchette de valeur, nous avons considéré l'engagement minimum)

**Source ONU

*** Source WRI CAIT (incluant l'ensemble des gaz à effet de serre y compris les modifications d'usage des sols)

Comment se remettre sur la route des 2°C ?

Comme déjà exposé, pour avoir 2 chances sur 3 d'arriver à limiter la hausse des températures à +2°C, les émissions mondiales de GES devront être situées entre 30 et 50 GteCO₂ en 2030.

L'addition des différentes contributions (INDC déjà déposées, mais aussi estimation des contributions attendues à partir des premières informations disponibles) nous amène pour l'instant à des émissions de GES d'environ 56 GteCO₂²³. Ce surplus de 6 GteCO₂ (par rapport au haut de la fourchette « compatible 2°C », soit 50 GteCO₂) est non négligeable puisqu'il nous met sur la route d'une hausse des températures de 3 voire 4°C.

²¹ « What will global annual emissions of greenhouse gases be in 2030, and will they be consistent with avoiding global warming of more than 2°C », may 2015, R. Boyd, N. Stern and B. Ward.

²² Grantham Research Institute, Boyd. R, Cranston Turner. J, Ward. B « Tracking intended nationally determined contributions : what are the implications for greenhouse gas émissions in 2030 » Aout 2015

²³ Estimations FNH sur la base des données WRI CAIT.

Le GIEC nous rappelle qu'une telle hausse aurait des conséquences très importantes puisque les risques climatiques augmentent de façon non linéaire, notamment sur les ressources en eau, la biodiversité, les vagues de chaleur extrême ou les risques sur la santé.

Pourquoi devons-nous agir maintenant ?

Les 10 à 15 ans à venir sont d'une importance capitale car, en retardant les efforts, on diminue les chances de limiter le réchauffement à +2°C.

- Avec une action immédiate qui entraînerait une stabilisation voire une baisse des émissions de GES, pour atteindre les recommandations du GIEC, il faudra diminuer nos émissions de 3% par an entre 2030 et 2050, rythme encore jamais atteint.
- Si on attend avant d'agir et que nos émissions continuent d'augmenter d'ici 2030, il faudra alors une baisse deux fois plus rapide (-6% par an) entre 2030 et 2050. Les coûts et les risques seront beaucoup plus élevés.

Avec un peu plus d'ambition des principaux pays, nous pouvons nous remettre sur la route des 2°C en limitant à **environ 46 GteCO2 les émissions en 2030** (et donc dans le haut de la fourchette des scénarios compatibles avec 2°C), par exemple avec le **scénario « compatible 2°C »** suivant.

- La Chine met en place une politique environnementale très ambitieuse qui lui permettrait d'atteindre son pic d'émission de CO2 dès 2025 et ainsi de ne pas dépasser 11 GteCO2 en 2030.
- L'Union européenne rehausse son INDC à -50% de GES par rapport à 1990, comme le propose notamment la Suède.
- Les Etats-Unis, le Canada, le Japon et l'Australie s'engagent vers une vraie transition énergétique et élèvent leurs engagements, par rapport à leurs dates respectives d'engagement, à -45% pour les Etats-Unis et le Canada, - 40 % pour les deux autres.
- L'Inde investit massivement dans les énergies renouvelables et diminue de 15% ses émissions de GES par rapport à un scénario « business as usual ».
- La Russie prend réellement conscience du risque des changements climatiques et s'engage à diminuer d'au moins 50% ses émissions de GES (contre - 25 à - 30 % actuellement).
- Les grands pays émergents et en voie de développement prennent des INDC ambitieuses en définissant un pic d'émission avant 2030 et ceux qui ont de la forêt sur leur territoire comme le Brésil et l'Indonésie s'engagent à stopper la déforestation et même à « reforester ».

Ainsi, La Fondations Nicolas Hulot appelle les pays les plus émetteurs du G20 à montrer l'exemple et à rehausser dès maintenant, leurs engagements de 10 à 15 points afin de respecter l'engagement pris à Copenhague par les 195 Etats signataires de limiter la hausse des températures à 2°C. **Si l'ensemble des Etats les plus riches de la planète prenait des engagements un peu plus ambitieux, nous pourrions nous remettre sur la route des 2° C.**

Synthèse des émissions par pays en 2030: scénario « engagements actuels » et scénario « vertueux »

Pays	Engagements actuels	Emissions GES en 2030 (en millions de teCO2) scénario « engagements actuels »	Scénario vertueux permettant de nous mettre sur la route des 2°C	Emissions GES en 2030 (en millions de teCO2) scénario « engagements vertueux »
Etats-Unis	Entre -26 et -28% en 2025 par rapport à 2005.	4800	-40% par rapport à 2005	3600
Union Européenne	-40% 2030 par rapport à 1990.	3100	-40% par rapport à 2005	2600
Canada	-30% par rapport à 2005	690	-40% par rapport à 2005	550
Mexique	-22% par rapport à 2013	580	-36% par rapport à 2013	480
Russie	Entre -25% et -30% par rapport à 1990	2080	-50% par rapport à 1990	1130
Japon	-26% par rapport à 2013	930	-40% par rapport à 2013	750
Australie	-26% par rapport à 2005	450	-40% par rapport à 2000	260
Corée du Sud	-37% sur BAU	530	-60% sur BAU	340
Inde	BAU	5000	-15% par rapport à BAU	4300
Chine	Pic d'émission en 2030, 20% d'Energies non fossiles dans son mix énergétique et une baisse de son intensité carbone situé entre -60% et -65% en 2030 par rapport à 2005.	14600	Pic d'émission en 2025, 30% d'Energies non fossiles dans son mix énergétique et une baisse de son intensité carbone de 75% en 2030 par rapport à 2005.	10900
Reste du monde	Baisse sur BAU pour les autres pays du G20	22000	Baisse un peu plus ambitieuse pour les autres pays du G20	20600
Transport maritime et aériens	Attendu	1300	Baisse de 25%	1000
Total		56060		46510

Tableau 4.

Premières estimations FNH sur la base des données WRI CAIT. Ces chiffres sont à prendre avec la prudence qui s'impose et seront actualisés / complétés / modifiés dans les semaines à venir en fonction des analyses complémentaires et de l'analyse des INDC et autres sources.